



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Ukraine

Question au Gouvernement n° 1736

[Texte de la question](#)

SITUATION EN UKRAINE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lellouche. Monsieur le Premier ministre, la crise ukrainienne est sans conteste, et je pèse mes mots, la crise la plus grave qu'ait connue notre continent depuis les crises de Berlin au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

Fin février, la Russie s'est emparée de la Crimée, pourtant partie intégrante d'un État souverain, au mépris du droit international, des conventions OTAN-Russie et du protocole de Budapest de 1994 dans lequel l'Ukraine avait renoncé à ses armes atomiques en échange de garanties de non-agression de la part des grandes puissances, à commencer par la Russie.

Ces dernières semaines, face à un pouvoir ukrainien très affaibli, des désordres graves se produisent dans la partie orientale de l'Ukraine tandis que les Russes ont massé 40 000 soldats aux frontières de l'Ukraine. De fait, tout se passe comme si la Russie donnait le choix, si j'ose dire, entre une partition interne de l'Ukraine obtenue par voie de fédéralisation forcée, ou l'éclatement du pays par la pression militaire. Les conditions d'une escalade, et donc d'erreurs de calcul aux conséquences gravissimes, sont donc réunies.

Depuis le début de cette crise, et sans vouloir faire ici de mauvais procès sur une question dont la gravité est telle qu'elle devrait tous nous rassembler, on ne peut pas, cependant, ne pas être frappé par le profil très bas de la diplomatie française pendant toute cette affaire.

Absente trois mois durant des événements de Maïdan à Kiev, notre diplomatie n'a guère fait preuve jusqu'ici d'initiative dans les semaines qui ont suivi,...

M. Jean-Paul Bacquet. N'importe quoi !

M. Pierre Lellouche. ...en dehors de l'appel à des sanctions modestes et parfaitement inefficaces. Le Président de la République lui-même, qui ne s'est rendu ni à Kiev, ni à Moscou, vient d'ailleurs d'explicitier cette passivité française en disant ceci : « Éviter toute action directe ou indirecte susceptible d'alimenter les tensions ».

Au-delà de cette formule, monsieur le Premier ministre, quelle est la politique française à la veille du sommet de Genève ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international*. Monsieur le député, comme vous l'avez rappelé au début de votre question, la situation en Ukraine est non seulement inquiétante mais gravissime. Les violences dans la partie Est se sont développées et se développent au moment même où je vous parle.

L'origine, il faut la qualifier clairement : c'est la Russie. Les condamnations qui ont été prononcées par la France et par d'autres pays sont donc parfaitement légitimes.

Vous m'interrogez sur notre position. Notre position, qui est reprise par les Européens, c'est à la fois celle d'une grande fermeté et d'une grande responsabilité.

La fermeté, ce sont les sanctions. Nous avons défini avec nos partenaires trois niveaux de sanctions. Les deux premiers ont déjà été appliqués.

La responsabilité, c'est d'engager le dialogue. Nous n'allons pas – et personne ne le propose ici – faire la guerre aux Russes. Il faut donc aller vers le dialogue, mais sur la base de la fermeté. Jeudi prochain se tiendra une réunion quadripartite, avec notamment les Russes et les Ukrainiens. Si cette réunion ne donne pas de résultats, nous devons passer au troisième niveau de sanctions, c'est-à-dire aux sanctions économiques. Il n'y a pas d'autre voie que celle-ci.

Monsieur le député, vous qui suivez ces questions, vous savez que l'objectif des Russes, c'est soit de rendre impossible la tenue des élections du 25 mai, soit de les disqualifier. Nous devons avoir l'objectif exactement inverse : il faut qu'un pouvoir pleinement légitime soit installé en Ukraine.

Fermeté et responsabilité : voilà la position de la France. Et quand le Président de la République en parle à la fois à M. Poutine, au président Obama, à la chancelière Merkel et à tous ses partenaires, il fait son devoir au nom de la France. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lellouche](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1736

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 avril 2014](#)